**Titre de la présentation: "Héritages, récits et imaginaires du risque inondation"**

**Nom:** LERAY

**Prénom:** Solène

**Titre de la thèse:** Quelles perceptions de l’inondabilité pour quelles représentations des risques dans la construction de la métropole parisienne?

**Discipline(s):** aménagement de l'espace et urbanisme

**Directeur –trice de thèse: Direction:** Alessia de Biase, Professeure en SHS à l’Ecole Nationale Supérieure d’Architecture Paris La Villette. Responsable scientifique du Laboratoire Architecture et Anthropologie (LAA), co-directrice de l’UMR LAVUE 7218 CNRS

**Co-direction:** Jean-Marc Besse, agrégé de philosophie et docteur en histoire, Directeur de recherche au CNRS, équipe EHGO/UMR Géographie-cités (CNRS/Paris I/Paris VII), Directeur d'études à l'EHESS

**Financement de la thèse:** Partenariat CIFRE avec le CEPRI (Centre Européen de Prévention du Risque d’Inondation)

**Responsable scientifique:** Stéphanie Bidault, Directrice

**Date d’inscription en thèse:** novembre 2017

**Organismes et adresses (mails)**

**Laboratoire(s) d’accueil :**

LAVUE (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement)

UMR 7218 CNRS- Paris 10

direction.lavue@gmail.com

**Université d’inscription**: Université Paris Nanterre

Ecole doctorale : ED 395 Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent

**Format de présentation**

Communication orale (15 minutes)

**Résumé**

A travers la reconstitution d'un héritage façonné par des instances, des discours et des regards, nous tenterons ici de retracer l'évolution des représentations construites autour des risques naturels. En s'appuyant sur les instruments, récits et imaginaires déployés à différentes échelles et par différents acteurs, nous chercherons à décrypter leur influence et leur empreinte sur la perception d'un type de risque en particulier, l'inondation.

De manière à mettre en résonnance les processus à l'oeuvre à travers leurs analogies, similitudes, correspondances, continuités mais aussi leurs ruptures et contradictions, cette communication propose de regarder depuis la sphère internationale jusqu'à l'échelle francilienne quelle idée du risque est aujourd'hui produite.

Sur la base d'une approche anthropologique, les réflexions engagées tenteront de saisir comment les modèles internationaux de protection, de réduction de la vulnérabilité et de résilience se sont succédés et ont fait place à de nouveaux acteurs et dispositifs.

A l'appui d'un état des lieux des formes de transfert, de distanciation et de détournement caractéristiques de l'appréhension des inondations nous regarderons ici quels mécanismes, langages et disciplines interviennent dans la conception et la représentation des risques. Interrogeant les façons dont notre société fait ou refuse de faire face aux risques (Reghezza 2010) cette mise en perspective des récits et des imaginaires déployés questionnera comment le risque peut devenir une clef de lecture du territoire.

**Mots-Clés**

paysage; inondation; risque; métropole; représentations

*Pour les communications orales (15 minutes) 4 pages*

# Généalogie et influence des cadres internationaux dans la lecture faite des risques

## Changement climatique et intégration des risques: de la résistance à la résilience

Depuis la décennie internationale de prévention des catastrophes naturelles (1989-99), les discours et les stratégies intégrant les enjeux d’espaces exposés aux catastrophes naturelles se sont largement démultipliés. Aussi bien désignés comme changement, dérèglement, anomalie, réchauffement, déséquilibre, désordre, bouleversement, crise, régime ou risque, les aléas climatiques commencent à cette époque à être autant qualifiés par leurs causes que par les effets et les impacts qu’ils engendrent.

La manière dont est appréhendée la notion de catastrophe naturelle, peut ainsi être identifiée comme une première rupture, puisqu'elle n'est plus simplement décrite comme un processus physique mais comme un ensemble de facteurs combinés. Considérant les contextes à l'intérieur desquels la catastrophe agit, il ne s'agit plus là de se protéger ou de palier à l'après évènement mais d'intégrer les facteurs sociaux et économiques qui participent, interviennent et révèlent les inégalités et les vulnérabilités mises à jour.

Pour autant, ce changement de paradigme motivé par le passage de l'acceptation à l'adaptation a t-il réellement atténué les habitudes de résistance face aux risques? Cette approche renouvelée, permise par la mise en visibilité des fragilités structurelles et infrastructurelles des territoires face aux phénomènes naturels n'est elle pas aujourd'hui aveuglée par une injonction attribuant à tous une capacité naturelle à "faire avec". Cette posture de résilience n'a t-elle pas propulsée l'acceptation d'une répétition vers des processus d'évitement de la reproduction, concourant ainsi à la fabrication de mécanismes de déviation et non d'adaptation.

## De l'acceptation à l'adaptation: mode de prise en compte et mode de faire

A leur début prévisionnistes, les connaissances du risque d’inondation se sont principalement construites autours de l'étude des processus physiques où seuls étaient identifiés les aléas. Puis la prise en compte des vulnérabilités a formaté une posture préventionniste basée sur une démarche d’identification et d’estimations des enjeux menacés. Ce basculement vers la prévention, s'incarne autour d'un premier "plan d'action pour un monde plus sûr" adopté lors de la conférence mondiale des Nations Unis sur la prévention des catastrophes naturelles de Yokohama en 94.

Effets directs ou indirects des nombreuses controverses qui interrogent tout autant la compréhension des mécanismes à l’œuvre que l’évaluation des conséquences et des solutions envisageables, l'ONU promeut dès 1999 une première Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes. Par la suite, la décennie 2005-2015 est couverte par le plan d'action de Hyogo "pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes".

Conditionnées par des ambitions de réduction des risques de catastrophes, les orientations proposées s'attachent à évaluer, réparer, intégrer les risques. Les objectifs mondiaux et les principes directeurs annoncés ne cherchent donc plus à gérer la catastrophe une fois celle ci survenue (préparation à l'urgence) mais plutôt à prévenir et surtout réduire les risques de catastrophes (développement d'une culture du risque). Le passage du technique au politique a donc vu la question de l’inondabilité circuler d’un modèle de prévision vers un modèle de prévention, avant de devenir plus tard objet de communication.

De manière paradoxale, le risque, initialement conçu comme un outil de réduction de l’incertitude, s’incarne alors à travers la question environnementale, autours d’une nouvelle conception du danger qui bien qu’aléatoire, devient prévisible et calculable. Cette prise en compte du risque laisse ainsi dériver cette notion de «dommage potentiel» vers un sentiment de danger permanent, renforçant par la même un besoin d'autant plus grand de pouvoir et de maitrise.

## Fabrication des modèles: prise de conscience et transferts opérés

Ce changement de regard modifiera ainsi l'échelle des acteurs mobilisés et mobilisables. La réduction des risques de catastrophes est alors transférée aux Etats, aux sociétés et à l'ensemble des institutions ainsi désignés comme partie prenante. Face à ce transfert de responsabilité, la gouvernance des catastrophes (Revet et Langumier 2013) est ainsi largement recherchée afin d'organiser une gestion inclusive des risques.

Formaté par cette injonction à la résilience, reléguant et attribuant à tous la responsabilité de s'adapter, le cadre d'action de Sendai "pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030" dessine les contours d'une doctrine dévolue à la prévention mais dont la finalité est cette fois ci de partager l'information. Sous couvert d'une meilleure intégration des risques, un système de mesures et de quantification se met alors en place à l'appui d'outils de connaissance par suivi, recensement cartographique, modélisation, déterminés par un "besoin de rendre compte".

L’amplitude des écarts climatiques réveille des disparités et des inégalités contextuelles (sociales, économiques, environnementales) qui finalement sont souvent exclues des systèmes "experts" de détermination. On parle malheureusement trop peu, à l’intérieur de cette vision globale où échelle de temps et d’espaces s’entremêlent au milieu d’effets inégaux, de la manière dont les humains subissent, réagissent et trouvent les moyens de s’adapter à l’instabilité de leur milieu de vie. « Les conséquences peuvent être envisagées à grand trait au niveau global sans que l’on sache vraiment comment elles vont se traduire localement ni quels bouleversements inévitables des modes d’existence elles vont engendrées » (Descola, 2016).

Cette nouvelle tendance questionne en cela la synchronisation des visions engagées. Par un effet de nivellement des données, de fragmentation des temporalités, et de transfert de responsabilités les modèles proposés ne concourent-ils pas à la distanciation et au maintien "hors-sol" des risques? L'urgence à rebondir, ne fabrique t-elle pas des processus d'évitement des divergences structurelles et conjoncturelles des espaces exposés, des connaissances vernaculaires, des possibilités présentes d'inclure les risques?

# Héritages à l'échelle nationale: de la dépolitisation à la démocratisation des risques

## Politique nationale et responsabilité citoyenne

A l'échelle nationale française, ce transfert de responsabilité et cette obligation à informer sur les risques s'illustre à travers un arsenal législatif et règlementaire qui n'a cessé de se renforcer depuis 1987. Premier jalon, la loi relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la foret contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, stipule aux pouvoirs publiques un devoir d'information et de sensibilisation des populations face aux risques auxquels elles sont exposées. En parallèle du processus de décentralisation en cours, ce déplacement de responsabilité s'étendra à partir de 2004 à la sphère citoyenne. Cette "démocratisation" des risques renforcée par la loi de modernisation de la sécurité civile détourne le rôle habituellement passif des populations vers un rôle actif, chacun devenant ainsi acteur de sa propre sécurité et de la sécurité civile.

Ce droit et devoir à l'information préventive participera à l'émergence d'un ensemble d'outils de communication autour des risques dont le mécanisme sera ici interrogé depuis l'analyse des données, des acteurs, des supports et des discours mobilisés. Favorables à un plus large partage de connaissances quant à l'exposition, aux enjeux encourus et aux moyens de faire face aux inondations, les dispositifs réglementaires de sensibilisation ont pour objectif principal de sensibiliser les populations pour quelles adaptent leurs comportements avant, pendant et après un évènement.

Ce terrain d'investigation épistémologique regardera comment le contexte politico-technique à l'intérieur duquel ces démarches ont été produites s'est structuré autour de données, d'outils et de langages souvent loin des contextes spatiaux, sociaux et cognitifs auxquels elles étaient destinées.

## Du discours au récit, de l'ouvrage à l'oeuvrage

Ce même principe de distanciation est également décelable à l'intérieure des démarches portées hors cadre règlementaire. Largement soutenue dans les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), la promotion d'une culture du risque se construit depuis quelques années en France autours d'actions affichées comme non alarmistes et dédramatisantes. Celles-ci convoquent une toute autre manière d'appréhender le risque d'inondation caractérisée par une forte tendance au détournement et à la ludicisation.

De nouveaux dispositifs prennent ainsi place sous forme de jeux, d'évènements artistiques, de mise en situation où une toute autre forme d'énonciation est mobilisée pour raconter les risques. Cette transposition/détournement par la performance, le théâtre ou encore les jeux de rôle s'illustre au travers de récits immersifs souvent scénarisés permettant d'appréhender le risque de manière détachée, ludique et décomplexée. Il est ainsi possible de tester vos connaissances sous forme de jeux de l'oie, de répondre à un quizz sur la préparation de votre kit de survie, de passer une nuit dans un gymnase en situation de crise, de vous immerger grâce à des lunettes 3D dans une ville en crue ou encore d'éprouver vos capacités à nager à contre courant d'une rivière en crue.

Pour autant ce passage du discours institutionnel à la mise en récit artistique ou ludique du risque permet-il une territorialisation des risques? Bien que ces démarches permettent le plus souvent de dépasser les caractères scientifiques, techniques ou règlementaires jusqu'à maintenant convoqués pour dire le risque, elles se dessinent encore rarement depuis l'appropriation locale des risques. Si comme M. Douglas le souligne, la sensibilité à un risque donné dépend des références que chaque individu peut mobiliser pour l’appréhender, en quoi le type de référence et d'imaginaire déployés par ces démarches de sensibilisation peut il constituer un ensemble de caractéristiques et de valeurs intervenant dans l’appréhension individuelle du risque?

## Langage d'expert versus culture du risque

Au delà des deux processus de distanciation évoqués (effet de dépolitisation/démocratisation des risques induit par le transfert du monde institutionnel vers la société civile et détournement de l'approche des risques propulsé par le passage du discours au récit) il semble intéressant de revenir sur un troisième phénomène singulièrement relié aux évolutions décrites plus haut. Ces prises de positions qui façonnent approches, instruments, stratégies, règles et imaginaires, sont orientées malgré leur volonté d'ouverture et de vulgarisation par un discours construit autour d'un langage d'experts qu'un vocabulaire très particulier vient légitimé.

Le travail de terrain et d'observations mené dans le cadre de réunion, de commission, de consultation de corpus divers, permet de relever un certain nombre d'effets de langage: sigles, acronymes, jargons technico-politique sont des moyens très fréquemment utilisés par les acteurs de la prévention pour dire, raconter, partager, décrire le risque.

Comme dans toute "communauté", dans tout réseaux, dans tout cercle d'initiés, chacun développe ses propres tics de langage. Cette rhétorique permet de se distinguer, de s'approprier, de se projeter, de contenir, définir, cerner un objet et les moyens de le décrire. Pour autant, cette manière de formuler les choses est-elle compatible avec l'ambition des politiques publiques de prévention? Participe t elle réellement à la mise en commun et la transmission de savoir à la faveur des populations et des habitants? Est-elle compréhensible et interprétable au delà du cercle d'experts ou d'initiés? La spécificité du vocabulaire utilisé et la tendance à l'acronymisation ne pointe-t-elle pas à l'inverse une évolution du langage mobilisé vers encore plus de spécialisation? Cette technicisation ne nourrit-elle pas un double effet d'étrangeté qu'aucun travail de traduction ne prend le temps d'expliciter, de donner à voir ou de transformer en connaissances. Ces spécificités de langage participeraient elles à une sorte de légitimation de discours et/ou de caution d'une maitrise? Quelle forme/image prend la notion de risque à travers ces mécanismes de maitrise et d'expertise? Au final, quelle idée du risque modèle ce langage?

# Atterrissage francilien: quelle place les risques prennent ils dans la fabrication des récits urbains?

## Mémoire et risque oubliés

Englobant un questionnement général sur l’évolution de l’aménagement des paysages soumis aux risques de l’eau, le choix de mon terrain d’étude, s’est arrêté sur les spécificités du contexte parisien et de la Seine pour plusieurs raisons.

Tout d’abord, car la question des crues y semble assez lointaine et apparaît la plupart du temps comme un « risque oublié », dont la perception n’est ravivée que périodiquement en fonction de l’ampleur d’évènements. Pourtant, la vulnérabilité de la métropole et son exposition aux inondations demeurent, mais surtout se sont accrues depuis les évènements de 1910 qui font encore aujourd’hui référence.

Alors quelle représente le principal risque naturel susceptible de toucher l’Ile de France[[1]](#footnote-1), l’appréhension de l’inondabilité y est réduite par l’absence de crues significatives depuis 60 ans. C’est pourtant au cœur de ces zones inondables que se concentrent les fragilités multiples d’espaces dont l’habitabilité est aujourd’hui menacée. Comme les évènements de juin 2016 et de janvier 2018 ont pu le montrer, le fantôme des crues parisiennes n’est pas une légende urbaine. Les nombreuses perturbations engendrées par l’élévation de la Seine et de ses affluents ont confirmé les vulnérabilités du territoire francilien et de ses habitants face aux risques d’inondations.

Au cœur d’un processus en cours et d’une gouvernance fragmentée, quelles visions du risque s’y déploient? En tant qu’exemple représentatif de l’inhibition et de l’ambiguïté qui caractérise la gestion d’espaces menacés par les inondations, quelle évolution des représentations et des perceptions passées, présentes et futures de l’inondabilité peut-on observer sur le territoire parisien?

## Place de l'eau: récits et imaginaires

Dans le but de comprendre comment les risques sont intégrés aux processus de fabrication de la métropole, la problématique principale de ce travail interroge la manière dont la figure de l’eau est mise en acte dans la capitale parisienne.

Orientées par les enjeux climatiques, écologiques et énergétiques de l’«après Kyoto», les réflexions issues de la première consultation du Grand Pari(s), décrivent le paysage et la géographie comme «les fondements premiers de l’identité métropolitaine» (APUR). La Seine, dont le rôle central est mobilisé par la plupart des équipes[[2]](#footnote-2) y est reconnue comme une infrastructure fondatrice qui doit être rendue visible. Dix ans après ces invitations à évaluer et faire évoluer les liens entre la ville et l’eau, de quelle manière et sous quelle forme le renversement du rapport de Paris avec son fleuve s’opère depuis 2008? A travers quel récit de l’eau l’image de la capitale s’organise t-elle?

Ajuster, appréhender et intégrer des solutions permettant d'afficher un nouveau rapport avec l'eau, constitue aujourd’hui une opportunité d’aménagement ambitieuse ou réponses paysagères, architecturales et techniques s’engagent dans une perspective d’adaptabilité pouvant justifier et favoriser l’équilibre entre occupations humaines et dynamiques environnementales.

Pour autant l'image de la ville et les imaginaires construits à l'appui d'un retour à la nature ne transformeraient t- ils pas l'environnement en une sorte de modèle serviciel de performance?

## Comment réinventer une métropole robuste

Si les potentialités de l’eau semblent aujourd’hui reprendre une place importante dans les récits urbains de la métropole, comment l’étonnante contradiction qui existe entre attractivité, densification et devenir de ses paysages inondables est elle abordée? La question de l’inondabilité et des représentations des risques qui en découlent est elle intégrée aux ambitions de développement de la métropole?

A l'appui des dispositifs à l'oeuvre et des récits formulés autour de la Seine et de la ville résiliente, ce travail d'observations tente de saisir comment le risque s’installe à l’intérieur du récit séquanien. Bien que la capitale face preuve d’aptitudes indéniables à se « re »présenter comme ville innovante/ résiliente[[3]](#footnote-3)/ robuste, comment les initiatives en cours à l’échelle séquanienne laissent place à l’incertitude? La capacité de gestion des risques n’est elle plus un simple synonyme de contraintes mais devient elle un élément identitaire autour duquel se construit le futur de la ville?

Les moyens, les vecteurs, les systèmes déployés permettant d’intégrer le risque d’inondation révèlent ils une production et des choix politiques spécifiques (cf 100 RC et stratégie de résilience de la ville de Paris)? Le renouvellement des formes de consultation comme « réinventer la Seine », s'inscrivant dans une continuité de projet depuis la consultation du Grand Paris, à travers son invitation à faire « émerger et d’incarner autant de possibilités de vivre autrement avec le fleuve » participe t-il au récit et à la fabrication d’un imaginaire de l’inondabilité pour la Métropole?

# conclusion: les malentendus du risque

L'exposition de cette généalogie permet de mettre ensemble des visions dont l'agrégation et la superposition conditionne aujourd'hui la représentation du risque. Différents malentendus ont été ici décrits et peuvent expliquer une partie des contradictions inhibant l’évolution des territoires, des politiques et des populations dans leur rapport aux risques d’inondations.

L'omniprésence de la résilience renforce les contradictions entre incertitude et maitrise. La dimension aujourd'hui prescriptive et normative du terme (Quenault 2013) permet d'afficher une action mais dont la réalisation n'est envisagée qu'au regard de l'évènement. Sa "sur"mobilisation rend ainsi difficile la coordination des réalités contextuelles présentes, systématiquement inhibées par une projection permanente de l'évènement et des moyens d'y faire face. L’appréhension des risques n’est plus considérée comme une hypothèse plausiblement positive, un et « si » mais comme une probabilité quantifiable à tout moment possible, un et « quand ». Cet effet de désynchronisation, entretenue par une sorte de double attente, de la catastrophe et des temps du rebond, met nécessairement de coté les temps passés et présents du territoire.

A ce malaise temporel s'ajoute une difficulté de traduction. La complexe "dépolitisation" du risque, coincée entre démarche étiologique qui cherche à expliquer la catastrophe et axiologique (normative) qui tend à éviter qu'elle ne se reproduise (Quenault 2015) ralentie l'émergence d'autres formes d'énonciation des risques tout en continuant à en façonner une appréhension hors sol. Le croisement des visions et des savoir-faire mis au service de l’hétérogénéité des risques est encore rarement enclenché et toujours largement dominé par un langage technico-politique. En découle une multitude de données en mal de traduction qui opèrent le plus souvent depuis la spatialisation des risques et non sa territorialisation. Enoncée depuis des acteurs et des disciplines longtemps étanches, décrite par des outils techniques et des indicateurs ne prenant en compte qu'une partie des dommages envisageables, la culture du risque héritée de modèles déterritorialisés en oubli la culture du fleuve.

A l'image des rapprochements entre disciplines qui sont en passe de se construire, des réflexions engagées par l'ensemble des grandes métropoles internationales, des urgences climatiques si fréquemment rappelées, l'idée du risque peut elle être envisagée non plus comme une contrainte à gouverner, légiférer, quantifier, mesurer, maitriser mais comme un moyen de repenser notre rapport à l'environnement et notre manière de l'habiter? Une approche alternative du risque, non plus conditionnée à se résoudre, à empêcher le désastre mais plutôt à favoriser des processus de co-existence est-elle envisageable?

# Bibliographie

**Ouvrages scientifiques**

ARENDT, H.,1983. Condition de l’homme moderne, trad. fr. G. Fradier, Paris : Calmann-Lévy.

AUGÉ, M., 1984. Ordre biologique, ordre social. La maladie comme forme élémentaire de l’événement, Montreux: Editions des Archives Contemporaines.

BECK, U.,2001. La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité, trad. de l’allemand par L. Bernardi, Paris : Aubier.

BESSE, JM., 2003. Habiter, un monde à mon image, Paris : Flammarion.

DE BIASE, A.,2014. Hériter de la ville. Pour une anthropologie de la transformation urbaine, Paris: donner lieu.

BONNET,F., 2016. Atouts risques, des territoires exposés se réinventent, Paris : Parenthèses

DOUGLAS, M. et WILDAVSKY, A., 1983. Risk and Culture. An essay on the selection of technical and environmental dangers, Berkeley : University of California Press.

HABERMAS, J., 1998.  Tirer la leçon des catastrophes ? Rétrospective et diagnostic d’un siècle écourté, Francfort-sur-le-main: Suhrkamp.

HOFFMAN, S. M. and OLIVER-SMITH, A., 2002. Catastrophe & Culture. The Anthropology of Disaster, Oxford: School of American Research Press.

ILLICH, I,1988. H20 : les eaux de l’oubli, Paris : Lieu Commun.

LANGUMIER, J., 2009. Survivre à l’inondation. Pour une ethnologie de la catastrophe, Paris : ENS éditons

LARRERE, C. et F., 2015. Penser et agir avec la nature, une enquête philosophique, Paris : La Découverte.

MOREAU, Y., 2017. Vivre avec les catastrophes, Paris : PUF/Humensis.

PAQUOT,T., 2016. Géopoétique de l’eau, hommage à Gaston Bachelard, Paris : Eterotopia France/ rhizome

PERETTI-WATEL, P., 2001. La société du risque, Paris : La Découverte, collection repères

REGHEZZA-ZITT, M., 2012. Paris coule t il ?, Paris : Fayard

REVET, S., et LANGUMIER, J. ,(dir.), 2013. Le gouvernement des catastrophes, Paris: Karthala, Recherches internationales.

TERRIN, JJ., sous la direction de, 2014. Villes inondables, Prévention, résilience, adaptation, Paris : Parenthèses, La ville en train de se faire.

**Articles, essais et publications scientifiques**

Forum et workshop Marseille 2001 (2003), Making the city by the sea, Berlage Institute-Fundacio Mies Van Der Rohe/ETSAB-Institut Français d’architecture

BESSE, JM., BRISSON, JL., 2008, sous la Direction de, Carnets du paysage \_des défis climatiques n17, Ecole Nationale Supérieure du paysage.

GARCEZ, C. (sous la direction de), collaboration Devilliers C., Haumont A., Morel V., Roux J-M. (2009), Le littoral en projet, Paris : Paranthèses, collection grands territoires.

GROUT, C., et DELBAERE, D., 2009 dir. et coord. du numéro, Paysage, territoire et reconversion-Cahiers thématiques n°9 Architecture et Paysage-conception/territoire/histoire, Ecole Nationale Supérieure d’Architecture et de Paysage de Lille : Editions de la Maison des Sciences de l’Homme, publication du Laboratoire Conception Territoire Histoire (LACTH).

IVANCIC, A., 2010. Land&ScapeSeries: Energyscapes, Barcelone: Gustavo Gili, SL.

KERMISCH, C., 2011. Le concept du risque: De l'épistémologie à l'éthique, Série Note de Synthèse et de recherche, Collection Science du Risque et du Danger dirigée par Franck Guarnieri, Paris: Editions Tech et Doc.

LHOMME, S., SERRE, D., DIAB, Y., LAGANIER, R., 2010. Les réseaux techniques face aux inondations ou comme définir des indicateurs de performance de réseaux pour évaluer la résilience urbaine, bulletin de l’Association des géographes français, p 487-502.

QUENAULT, B., 2015. La résilience comme injonction politique post-Xynthia.EspacesTemps.net,

Association Espaces Temps.net, 2015, <http://www.espacestemps.net/articles/la-resilience-commeinjonction-politique-post-xynthia/>.

REGHEZZA-ZITT, M., 2010. La résilience dans les politiques françaises de gestion des inondations urbaines: quelques pistes d’analyse, bulletin de l’Association des géographes français, volume 87 n 4, p 503-516.

VILLAR, C., pour le compte du CERTU, juin 2013, sous la maitrise d’ouvrage du Commissariat Général au Développement Durable, Actes de séminaire: Approche intégrée de la résilience des territoires.

1. L'EPRI du Bassin Seine Normandie (Évaluation Préliminaire du Risque d'Inondation) avance que 95% des zones inondables à Paris sont urbanisées, dont 60% sont situées en zone d'aléas fort, voire très fort. 140 km de réseau routier, 130 stations de métro, 3 gares, tous les RER, et 500 km2 sont susceptibles d’être inondés, principalement sur le Val de Marne, les Hauts de Seine, les 8ème, 12ème, 13ème et 15ème arrondissements de Paris. La crue de la Seine de mai juin 2016 a causé des dommages supérieurs à 1 milliard d'euros et nécessité l'évacuation de prés de 17 000 personnes, habitant pour la plupart en amont du Paris historique. La récente étude conduite par l'OCDE en 2018 estime que pour une inondation comparable à celle de 1910, jusqu'à 5 millions de citoyens pourraient être affectés engendrant des couts estimés à 30 milliards d'euros de dommages directs. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’équipe Grumbach expose que: «La ville-territoire du XXIe siècle (…) trouve son expression spatiale dans cette articulation de la ville autour de son axe de référence géographique et historique, la vallée de la Seine». Studio 09 souligne que «La Seine est l’un des plus importants monuments du territoire parisien, élément symbolique et identitaire de la ville comme la Tamise à Londres, ou le Tibre à Rome, plus que la Spree à Berlin». LIN et son projet «Seine Parc 2030» propose de faire du fleuve un «paysage multifonctionnel». [↑](#footnote-ref-2)
3. Paris « ville résiliente », a rejoint le programme international Rockfeller « 100 Resilient Cities » afin de participer à une réflexion commune sur les moyens d’améliorer la coordination de ses actions de résilience. [↑](#footnote-ref-3)